

2013

PROFIL
ÉCONOMIQUE
ET FINANCIER
DU QUÉBEC

en bref

Juin 2013

ÉCONOMIE

Perspectives économiques

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SE POURSUIT AU QUÉBEC

Le Québec possède une économie dynamique et résiliente qui a bien traversé la dernière récession. Le PIB réel a affiché une croissance de 1,0 % en 2012, après avoir crû de 1,9 % en 2011.

Selon les prévisions du ministère des Finances et de l'Économie, la croissance du PIB réel devrait s'accroître progressivement en 2013 et en 2014 et s'établir à 1,3 % et à 1,8 % respectivement.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE S'EST POURSUIVIE EN 2012, POUR UNE TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE, MALGRÉ LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE MONDIAL FRAGILE.

- La demande intérieure continuera de soutenir la croissance économique du Québec. Elle reposera à la fois sur la progression de la consommation des ménages, soutenue par la création d'emplois, et sur la progression des investissements des entreprises.
- Le raffermissement de la croissance aux États-Unis et l'amélioration graduelle de l'économie mondiale stimuleront la croissance des exportations du Québec.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES

(variation en pourcentage, sauf indication contraire)

QUÉBEC	2012	2013	2014
Produit intérieur brut réel	1,0	1,3	1,8
Produit intérieur brut	3,4	3,6	3,9
Consommation réelle	1,1	1,8	2,1
Mises en chantier (en milliers)	47,4	41,4	40,1
Investissements non résidentiels réels des entreprises	7,6	2,0	3,7
Exportations totales réelles	1,7	2,8	3,0
Taux de chômage (en pourcentage)	7,8	7,5	7,4
Création d'emplois (en milliers)	30,8	44,5	36,5
Indice des prix à la consommation	2,1	1,6	1,9
CANADA	2012	2013	2014
Bons du Trésor – 3 mois (%)	1,0	1,0	1,4
Obligations – 10 ans (%)	1,9	2,3	3,2
Dollar canadien (en cents US)	100,1	98,8	99,6

SOURCES : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC.



BONNE TENUE DE L'EMPLOI

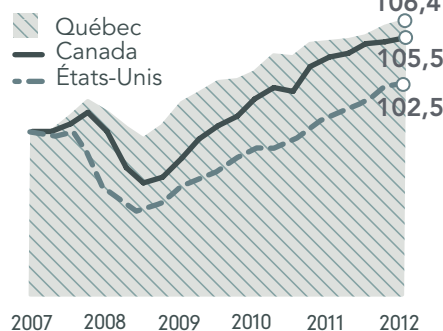
L'année 2012 montre un bilan positif du marché du travail au Québec.

- Sur l'ensemble de l'année, 30 800 emplois ont été créés au Québec, et le taux de chômage s'est maintenu à 7,8 %.

La poursuite de la croissance économique devrait se traduire par la création de 44 500 emplois en 2013 et de 36 500 emplois en 2014. La bonne tenue du marché du travail permettra au taux de chômage de continuer de reculer, pour se situer à 7,5 % en 2013 et à 7,4 % en 2014.

PIB RÉEL – QUÉBEC ET PRINCIPAUX PARTENAIRES

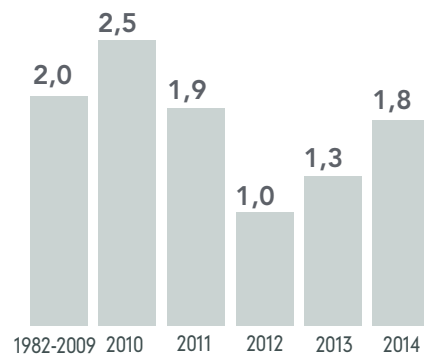
(indice, 4^e trimestre de 2007 = 100)



SOURCES : STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC.

PIB RÉEL – QUÉBEC

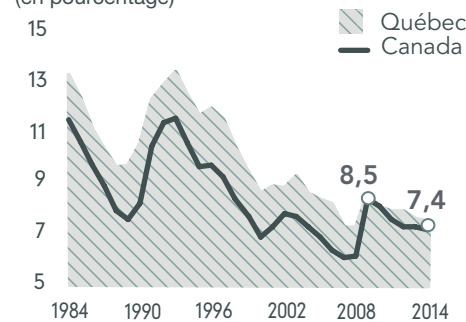
(variation en pourcentage)



SOURCES : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC.

TAUX DE CHÔMAGE AU QUÉBEC

(en pourcentage)



SOURCES : STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC.

Une saine gestion des finances publiques

MAINTENIR LE CAP SUR LE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ET LA RÉDUCTION DE LA DETTE

Le gouvernement maintient le cap sur le retour à l'équilibre budgétaire et la réduction de la dette, tout en favorisant le développement économique à long terme. Les objectifs budgétaires sont respectés sur l'horizon du retour à l'équilibre budgétaire.

- Pour 2012-2013, l'objectif de déficit budgétaire de 1,5 milliard de dollars est maintenu.
- Le retour à l'équilibre budgétaire est prévu à compter de 2013-2014.

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES RÉVISÉES – MARS 2013

(en millions de dollars)

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Revenus budgétaires	68 652	72 109	74 133
Variation en %	4,8	5,0	2,8
Dépenses budgétaires	-70 464	-72 341	-73 946
Variation en %	2,3	2,7	2,2
Entités consolidées	1 298	1 485	1 051
Provisions pour éventualités	-50	-200	-300
Écart à résorber	—	—	430
Perte exceptionnelle – Fermeture de Gentilly-2	-1 876	—	—
SURPLUS (DÉFICIT)	-2 440	1 053	1 368
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE			
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	-936	-1 053	-1 368
Exclusion – Perte exceptionnelle	1 876	—	—
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽¹⁾	-1 500	—	—
En % du PIB	-0,4	—	—

(1) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.



UN CONTRÔLE RIGOUREUX DES DÉPENSES

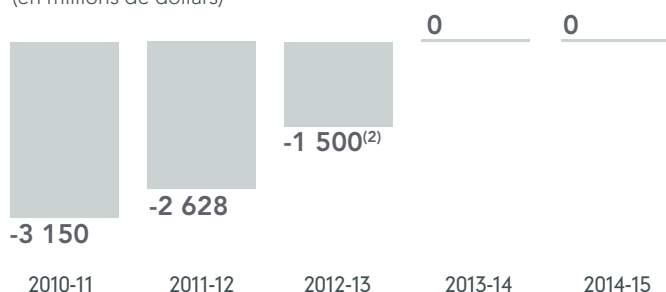
Globalement, la croissance des dépenses consolidées excluant le service de la dette s'élèvera à 2,7 % en moyenne de 2012-2013 à 2014-2015, soit un ralentissement par rapport à la croissance de 5,7 % observée pour les années 2006-2007 à 2009-2010 et à celles observées en 2010-2011 et en 2011-2012.

Plus spécifiquement, les dépenses consolidées, excluant le service de la dette, devraient croître de :

- 2,8 % en 2012-2013;
- 2,6 % en 2013-2014;
- 2,6 % en 2014-2015.

SOLDE BUDGÉTAIRE DE 2010-2011 À 2014-2015⁽¹⁾

(en millions de dollars)

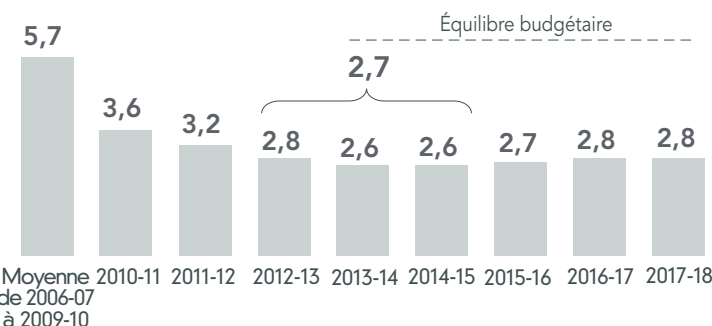


(1) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

(2) Pour 2012-2013, le solde budgétaire exclut l'impact comptable découlant de la perte exceptionnelle d'Hydro-Québec pour la fermeture de la centrale nucléaire de Gentilly-2. L'impact se chiffre à 1 876 M\$, soit 71 M\$ de plus que l'évaluation de 1 805 M\$ établie au moment du dépôt du budget 2013-2014.

CROISSANCE DES DÉPENSES CONSOLIDÉES EXCLUANT LE SERVICE DE LA DETTE

(en pourcentage)



La dette du gouvernement

LA RÉDUCTION DE LA DETTE : UNE PRIORITÉ POUR LE GOUVERNEMENT

Les objectifs de réduction de la dette du gouvernement sont inscrits dans la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations.

- Au 31 mars 2013, la dette brute s'élevait à 54,2 % du PIB. L'objectif du gouvernement est de réduire ce ratio à 45 % au 31 mars 2026.
- Au 31 mars 2013, la dette représentant les déficits cumulés s'élevait à 32,9 % du PIB. L'objectif du gouvernement est de réduire ce ratio à 17 % au 31 mars 2026.

DETTE BRUTE DU GOUVERNEMENT AU 31 MARS 2013^P

(en milliards de dollars)

Dettes directes consolidées	170,6
Passifs nets au titre des régimes de retraite et des avantages sociaux futurs	28,2
Moins :	
Montant accumulé dans le Fonds des générations	-5,2
DETTE BRUTE	193,6

P : Résultats préliminaires.

LA DETTE

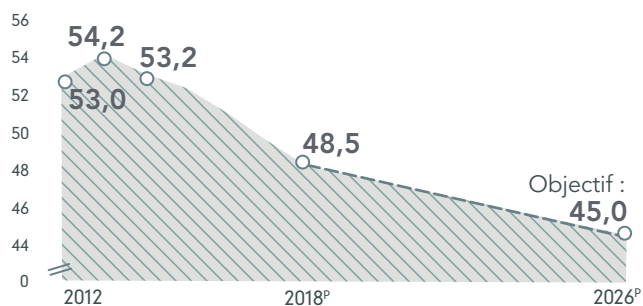
LA DETTE BRUTE DU GOUVERNEMENT COMPREND LA DETTE DIRECTE, LE PASSIF NET AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET LE PASSIF NET AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS. LES SOMMES ACCUMULÉES DANS LE FONDS DES GÉNÉRATIONS RÉDUISENT LA DETTE BRUTE.

LES RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES INDICENT QUE LA DETTE BRUTE S'ÉTABLISSAIT À 193,6 MILLIARDS DE DOLLARS AU 31 MARS 2013, CE QUI ÉQUIVAUT À 54,2 % DU PIB.



DETTE BRUTE

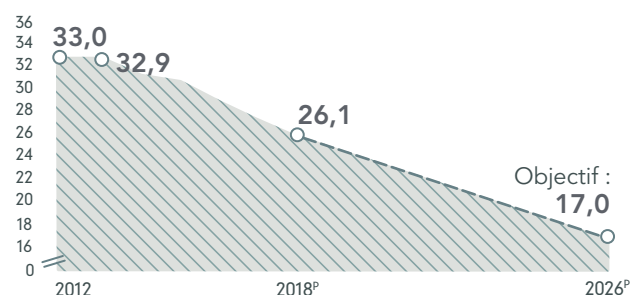
(au 31 mars, en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2013, prévisions pour 2014 à 2018 et projections pour les années subséquentes.
Note : La dette brute exclut les emprunts effectués par anticipation et tient compte des sommes accumulées au Fonds des générations.

DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS

(au 31 mars, en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2013, prévisions pour 2014 à 2018 et projections pour les années subséquentes.

FINANCEMENT

LE PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT

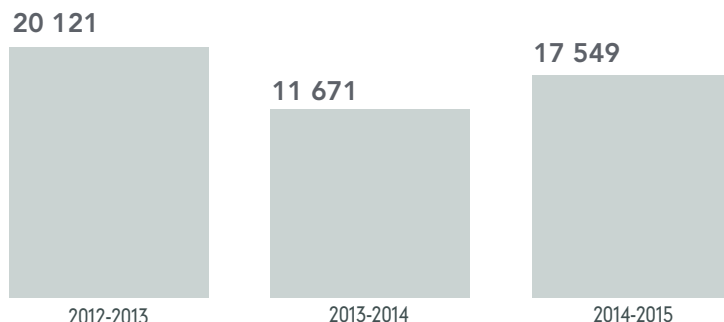
Le programme de financement du gouvernement vise principalement à combler les nouveaux besoins de financement en immobilisations, à rembourser des emprunts arrivant à échéance et à contribuer à des fonds d'amortissement.

Le programme de financement pour l'année 2012-2013 était de 20 121 millions de dollars. Il est de 11 671 millions de dollars en 2013-2014 et devrait être de 17 549 millions de dollars en 2014-2015.

PROGRAMME DE FINANCEMENT (en millions de dollars)			
	2012-2013 ^P	2013-2014 ^P	2014-2015 ^P
FONDS GÉNÉRAL			
Besoins financiers nets ^{(1),(2)}	4 920	-392	400
Remboursements d'emprunts	4 665	4 569	7 649
Utilisation du Fonds des générations pour rembourser des emprunts venant à échéance	—	-1 000	—
Variation de l'encaisse ⁽³⁾	-4 436	-2 646	—
Dépôts effectués au Fonds d'amortissement des régimes de retraite ou à des régimes de retraite ⁽⁴⁾	1 149	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽⁵⁾	-347	—	—
Contributions additionnelles au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts	3 860	2 140	—
Financement réalisé par anticipation	2 646	—	—
TOTAL - Fonds général	12 457	2 671	8 049
FONDS DE FINANCEMENT	4 078	8 000	8 500
Sous-total - Fonds général et Fonds de financement	16 535	10 671	16 549
FINANCEMENT-QUÉBEC	3 586	1 000	1 000
TOTAL	20 121	11 671	17 549
Dont : remboursements d'emprunts ⁽⁶⁾	7 785	9 538	12 290

P : Résultats préliminaires pour 2012-2013 et prévisions pour les années subséquentes.
 Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.
 (1) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées qui sont financés par l'entremise du programme de financement du Fonds de financement et de Financement-Québec.
 (2) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.
 (3) Ces montants correspondent aux emprunts réalisés par anticipation de l'année précédente.
 (4) Les dépôts au FARR sont optionnels.
 (5) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contrepartistes, le gouvernement a encaissé 347 M\$ en 2012-2013 à la suite de l'évolution des taux de change. Ces encaissements diminuent les besoins de financement à combler par de nouveaux emprunts.
 (6) Sont compris les remboursements d'emprunts du fonds général, du Fonds de financement et de Financement-Québec.

PROGRAMME DE FINANCEMENT^P (en millions de dollars)



P : Résultats préliminaires pour 2012-2013 et prévisions pour les années subséquentes.

COMMENTAIRES DES AGENCES DE NOTATION

MOODY'S – 11 AVRIL 2013

« Les cotes de crédit sont [...] représentatives de la qualité de crédit intrinsèque de la province liée notamment à l'importance et au caractère diversifié de son économie qui lui permettent de dégager d'importants revenus autonomes et à une marge de manœuvre considérable en matière de gestion budgétaire puisqu'elle a pleinement accès à un large éventail de taxes et qu'elle dispose d'une capacité à ajuster, si nécessaire, ses dépenses. »

« [...] la volonté du gouvernement de freiner la progression de son endettement grâce à des réductions planifiées de ses besoins financiers et ses contributions à un fonds de réduction de la dette sont des éléments déterminants par rapport à l'évolution de sa qualité de crédit », ajoute M. Yake [analyste, vice-président adjoint chez Moody's]. »

STANDARD & POOR'S – 7 MAI 2013

TRADUCTION DU MINISTÈRE :

« De notre point de vue, le Québec a de bonnes chances d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et a démontré son engagement à réduire la dette à moyen et long terme. »¹

1. Traduction du Ministère :
 "In our view, the Province of Quebec has good prospects to achieve a balanced budget by fiscal 2014 and has demonstrated its commitment to reducing debt in the medium-to-long term."

LES COTES DE CRÉDIT

AGENCE	COTE	PERSPECTIVE	DATE DE CONFIRMATION
Moody's	Aa2	Stable	Avril 2013
Standard & Poor's	A+	Stable	Mai 2013
Dominion Bond Rating Service (DBRS)	A (high)	Stable	Mai 2013
Fitch Ratings	AA-	Stable	Mai 2013
Japan Credit Rating Agency	AA+	Stable	Juillet 2012

PRINCIPALES ÉMISSIONS DE RÉFÉRENCE AU CANADA

(en millions de dollars)

	COUPON (%)	DATE D'ÉMISSION	DATE D'ÉCHÉANCE	ENCOURS
5 ans	4,50	2008	2018	4 000
10 ans	3,00	2012	2023	4 500
30 ans	3,50	2013	2045	1 500